

NEWSLETTER AVRIL



Avec sa newsletter mensuelle, STRAT'EMH vous propose un regard sur les actualités des Outre-mer, éclairées par leur environnement régional.

● Parti pris

La France compte 13 territoires ultramarins et dispose, grâce à eux, d'une présence dans tous les océans à l'exception de l'Arctique.

Hérités de l'histoire, ces territoires restent marginalisés dans les réflexions politiques et stratégiques nationales.

STRAT'EMH souhaite mettre en lumière le potentiel des territoires ultramarins à partir de leurs réalités propres et dynamiques endogènes.

Le sujet à la une

La défaillance du secteur du BTP en Outre-mer

● Un secteur clé sous pression

Selon l'IEDOM, 2 311 entreprises ont fait défaut dans les DOM en 2025, soit une hausse de 15 % sur un an. Le secteur du bâtiment représente à lui seul 551 défaillances, soit 23,8 % du total : près d'une faillite sur quatre. Cette fragilité se confirme début 2026. D'après Allianz Trade, les défaillances d'entreprises ont progressé de 14 % au premier trimestre dans les DOM, avec 587 procédures recensées. La Réunion reste le territoire le plus touché en volume, avec 269 défaillances, tandis que la Guyane connaît la hausse la plus marquée : +117 % sur un an.



Le secteur est pénalisé par la hausse du coût des matériaux, liée à l'éloignement, à la dépendance aux importations et aux frais de transport. Le MACF, entré en application, au 1er janvier 2026, vient renchérir les prix, notamment du ciment.

● Une crise alimentée par plusieurs facteurs

En Guadeloupe, les signes de ralentissement sont nets : la consommation de ciment recule de 6,2 %, les permis de construire chutent de 21,3 % et le chiffre d'affaires du BTP baisse de 9,8 % en 2025. À cela s'ajoutent les **lenteurs administratives, les retards de paiement et la difficulté à mobiliser rapidement les financements publics.**

Ces blocages fragilisent les trésoreries des entreprises, dans des économies atomes composées à 95% de TPE-PME. En 2025, le BTP concentre 551 défaillances dans les DOM, soit 23,8 % de l'ensemble des défaillances d'entreprises.

Le recul ou le ralentissement de la commande publique aggrave la situation. En Guadeloupe, l'IEDOM relève une commande publique limitée en 2025, avec 331 appels d'offres publiés et un **taux d'attribution de seulement 9,4 %.**



Le 8 avril 2026, la FRBTP a réuni les acteurs économiques du territoire à l'invitation de la préfecture et de la Région Réunion, afin de mesurer l'impact de la crise au Moyen-Orient sur les chantiers et bâtir des réponses aux surcoûts.

Le sujet à la une

La défaillance du secteur du BTP en Outre-mer

En Martinique, les indicateurs du BTP sont également mal orientés : les mises en chantier reculent de 4,3 %, le chiffre d'affaires médian baisse de 5 % et les ventes de ciment chutent de 11,2 % en 2025. Dans ce contexte, la hausse des défaillances confirme la fragilité du secteur : 2 832 redressements et liquidations judiciaires ont été enregistrés en Outre-mer en 2025, soit +12,2 %, contre +3,5 % pour la France entière.

- **Des conséquences directes pour les territoires**

La crise du BTP ne concerne pas seulement les entreprises du secteur. Elle ralentit la livraison de logements, la rénovation des infrastructures vieillissantes, la modernisation des réseaux d'eau et la construction d'équipements publics. Or, les territoires ultramarins font face à des besoins urgents d'aménagement. Selon l'Union sociale pour l'habitat, les Outre-mer comptaient près de **104 000 demandes de logements sociaux en 2025**, environ 64 % de la population y est éligible. Le mouvement HLM alerte d'ailleurs sur une baisse des crédits en Outre-Mer (voir page 7 de la newsletter).

La pression est particulièrement forte à La Réunion, où le nombre de demandeurs de logements sociaux a dépassé 50 000 en 2025, et à Mayotte, où les besoins de reconstruction post-Chido s'ajoutent à une crise ancienne de l'habitat informel. En Guyane, 80% de la population est éligible (mars 2026).



Lecture STRAT'EMH

L'Outre-mer dispose d'un nombre restreint d'entreprises locales capables de jouer un rôle de leader industriel, ce qui fragilise la continuité des opérations lorsque la commande publique ralentit.

À ces limites s'ajoutent des contraintes propres : pression foncière, topographie, risques naturels, dépendance aux matériaux importés.

Par son action de lobbying, STRAT'EMH soutient une meilleure adaptation des normes de construction aux spécificités des territoires ultramarins. Le cabinet accompagne également des acteurs industriels du BTP et des promoteurs immobilier en Guyane et à Mayotte dans la structuration, le montage et le suivi de leurs projets (AMO).

Industries et technologies

1ères Assises de l'économie circulaire dans les Outre-mer

Le 1er juin 2026, l'Institut national de l'économie circulaire (INEC) organisera au Sénat les premières Assises de l'économie circulaire dans les Outre-mer. L'événement réunira acteurs économiques, institutionnels et territoriaux ultramarins. Il est possible de s'inscrire en ligne pour y assister en présentiel ou distanciel : [lien](#)

Guyane : Adhésion à l'Union des télécommunications des Caraïbes

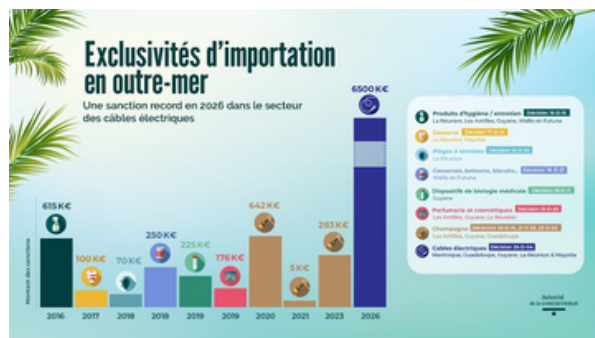
Le 5 mai 2026 Gabriel Serville, président de la Collectivité Territoriale de Guyane (CTG) prévoit de signer l'entrée de la Guyane dans l'Union des télécommunications des Caraïbes, créée par la CARICOM en 1989. Cette adhésion marque une nouvelle étape dans l'intégration régionale du territoire au sein de l'écosystème numérique caribéen. La CTG prévoit également d'adhérer politiquement à la CARICOM en juillet 2026.

15ème édition du Forum économique des îles de l'océan Indien

Le forum s'est tenu aux Comores les 27, 28 et 29 avril 2026. L'enjeu était d'identifier des solutions pour mieux connecter Mayotte, La Réunion, Madagascar, Maurice, les Comores et les Seychelles autour de filières communes.

L'Autorité de la concurrence condamne lourdement deux sociétés pour entente illégale en Outre-mer

Le 2 avril 2026, L'Autorité de la concurrence a condamné Nexans France et les sociétés du groupe Sonepar pour s'être entendues de 2015 à 2023 sur l'octroi de droits exclusifs d'importation des câbles électriques Nexans dans l'ensemble des DROM. Ces pratiques ont été révélées à la suite d'un rapport de la DGCCRF. L'Autorité a prononcé une sanction totale de 6,5 millions d'€.



Taxe carbone : les industriels martiniquais alertent sur le MACF

Conçu initialement pour protéger l'industrie européenne exposée à la concurrence internationale, le Mécanisme d'Ajustement Carbone aux Frontières (MACF), entré en vigueur le 1er janvier, a pour effet de renchérir le coût des intrants essentiels (ciment, acier, aluminium, engrais) importés de pays tiers dans les territoires ultramarins. L'AMPI (Association Martiniquaise pour la Promotion de l'Industrie) alerte sur le risque pour le BTP, l'agriculture et les industries locales. Dans une question écrite le 28 avril 2026, le député martiniquais Giovanni William a demandé au MEAE d'exclure les RUP du champ du MACF européen.

Environnement

Recours contre l'Etat français pour inaction face à l'orpaillage illégal

À Camopi, dans l'Est guyanais, des habitants ont installé le 25 avril 2026 un barrage fluvial temporaire pour entraver les flux logistiques liés à l'orpaillage illégal. Les forces de l'ordre sont intervenues pour retirer le dispositif. Cette mobilisation intervient deux jours après l'audience du 23 avril devant le tribunal administratif de Cayenne, où six associations et deux habitants du Haut-Maroni demandaient la reconnaissance d'une carence fautive de l'État dans la lutte contre l'orpaillage clandestin. Le rapporteur public a conclu au rejet du recours

Agricole

Les inégalités de niveau de vie sont plus marquées au sein des ménages agricoles

Dans une étude publiée le 22 avril 2026, l'INSEE souligne les fortes disparités de revenus au sein des ménages agricoles. En 2020, leur niveau de vie médian atteignait 22 700 € par an, un niveau proche de celui des autres ménages actifs. Mais les écarts sont plus marqués : les 10 % les plus aisés disposent d'un niveau de vie 4,1 fois supérieur à celui des 10 % les plus modestes, contre 3,3 fois pour l'ensemble des ménages actifs. La situation est particulièrement fragile en Outre-mer : le taux de pauvreté atteint 42,1 % à La Réunion et 31,4 % en Martinique parmi les ménages agricoles étudiés.



Dans un arrêté du 3 avril 2026, la DEALM de Mayotte a statué que le projet de base scientifique dédiée à l'étude des algues, coraux et invertébrés marins ne sera pas soumis à une étude d'impact environnemental complète. Une plateforme immergée pourra donc être installée au large de Bouéni, sur le cratère de Rani. Le porteur de projet n'est pas encore identifié.

Aides agricoles 2026 (PAC) : la campagne est lancée

Du 1er avril au 18 mai 2026, les agriculteurs peuvent déposer leur dossier PAC pour bénéficier des aides liées aux surfaces. Toutefois, l'accès à ces dispositifs suppose notamment de disposer d'un numéro PACAGE, ce qui souligne un enjeu majeur en Outre-mer : une partie de l'agriculture familiale ou informelle reste encore éloignée des aides publiques, faute de formalisation administrative.

Maritime

“Les ports d’outre-mer, cœurs battants des territoires”

C'est le nom de l'étude réalisée par la Fondation Méditerranéenne d'Études Stratégiques (FMES), publiée le 30 avril 2026, sur les ports ultramarins. Les principaux ports se classent entre la 9^e et la 15^e place des ports français pour le fret, avec 5,8 millions de tonnes à La Réunion, 4,4 millions à Nouméa, 3,5 millions en Guadeloupe et 3,3 millions en Martinique. Le trafic conteneurisé reste central. Les ports jouent aussi un rôle clé pour la mobilité locale dans leur bassin régional. Mais ces infrastructures font face à des contraintes fortes : manque de foncier, vieillissement des équipements, hausse de la taille des navires et exposition climatique. En zone tropicale, les ouvrages portuaires doivent être rénovés ou reconstruits deux fois plus souvent qu'en Europe, renforçant l'enjeu du financement de leur modernisation.

Renouvellement de la flotte de pêche en Outre-mer

La Commission européenne a validé l'ouverture des aides à la modernisation pour 16 catégories de navires de pêche à La Réunion, en Guadeloupe, en Martinique et à Mayotte. Cette décision ouvre des possibilités de soutien aux investissements attendus depuis près de dix ans par les professionnels du secteur. L'Etat financera 50% de ce soutien, à égalité avec les régions.

Fret maritime à la voile dans l'Océan indien

Le 23 avril 2026, le Club Export Réunion a accueilli la compagnie maritime Windcoop à l'occasion d'un workshop consacré aux nouvelles solutions logistiques bas carbone. La coopérative maritime y a présenté son projet de porte-conteneurs à voiles rigides, destiné à relier Marseille à Madagascar en ligne directe, sans transbordement. Cette liaison permettrait d'optimiser le temps de transit à 27 jours, de plus le navire émettrait 0,53 tonne de CO₂ par EVP et par voyage (contre 1,25 tonne pour un porte-conteneurs conventionnel). L'objectif du workshop était d'évaluer l'intérêt des exportateurs et importateurs réunionnais pour cette solution logistique innovante et durable.

Nouvelle-Calédonie : prémices d'une filière navale locale

Le 23 avril 2026, les chantiers de démantèlement des anciens patrouilleurs P400 La Glorieuse et La Moqueuse ont démarré à Nouméa. Pilotée par le Service de soutien de la flotte, avec l'appui du gouvernement de la Nouvelle-Calédonie et du Port autonome, l'opération représente près de 500 tonnes d'acier à traiter. Plusieurs entreprises locales sont mobilisées (valorisation des déchets ferreux, désamiantage). Au-delà du chantier, cette opération doit poser les bases d'une filière calédonienne de maintenance, dépollution et déconstruction navale.

Santé et Social

Méfiance croissante des populations ultramarines envers le système de santé

Le 28 avril 2026, le Comité consultatif national d'éthique, l'Institut Pasteur, le CIRAD et l'IRD ont consacré une journée aux spécificités sanitaires des territoires ultramarins français. La question de la défiance envers les politiques publiques de santé était centrale. Selon la chercheuse Stéphanie Mulot, la défiance se serait cristallisée lors de la crise du Covid-19, dans une temporalité historique particulière, après le chlordécone. Elle défend le concept de « lyannaj thérapeutique ».

Viellissement : les Outre-mer en première ligne face au défi du logement adapté

D'ici 2030, la Guadeloupe et la Martinique pourraient compter 80 personnes âgées pour 100 personnes en âge de travailler, contre environ 60 en France hexagonale, d'après l'OCDE dans son article du 16 avril 2026. Entre 2020 et 2050, la part des plus de 65 ans devrait passer de 20 % à 43 % en Martinique, de 22 % à 46 % en Guadeloupe et de 12 % à 23 % à La Réunion. L'enjeu est majeur pour le logement : l'adaptation du parc devient une condition du maintien à domicile, de l'autonomie et de la lutte contre l'isolement. L'OCDE cite l'exemple des Résidentiales à Saint-Denis de La Réunion, première résidence autonomie d'Outre-mer.

Le mouvement HLM alerte sur une baisse des crédits en Outre-Mer

L'Union sociale pour l'habitat, dans son article publié le 28 avril 2026, s'inquiète d'une baisse jugée « sans précédent » de la Ligne budgétaire unique (LBU), principal outil de financement du logement social en Outre-mer. Pour 2026, les montants envisagés s'élèveraient à 127 millions d'euros, dont 15 M€ pour la Guadeloupe, 15 M€ pour la Martinique, 24 M€ pour la Guyane, 46 M€ pour Mayotte et 27 M€ pour La Réunion. Cette baisse, qui intervient dans un contexte déjà marqué par une diminution des autorisations d'engagement (-20 % sur les deux dernières lois de finances), entraînera l'abandon ou le report de nombreuses opérations.



Des politiques de santé contre l'obésité mieux adaptées en Outre-Mer

Le 16 avril 2024, la Ligue nationale Contre l'Obésité a rencontré le ministère de l'Intérieur et des Outre-mer. L'échange a porté sur le manque de données, la prévention, l'accès aux soins et la nécessité d'adapter les politiques aux réalités sociales, culturelles et territoriales des Outre-mer.

NEWSLETTER AVRIL



Avec sa newsletter mensuelle, STRAT'EMH vous propose un regard sur les actualités des Outre-mer, éclairées par leur environnement régional.

- **L'équipe vous donne rendez-vous le mois prochain pour la newsletter de mai !**